

# Politique de cohésion de l'Union européenne dans les zones non urbaines

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

- ) Les zones rurales sont confrontées à des défis sociaux, structurels et géographiques, mais possèdent aussi des atouts environnementaux, culturels et sociaux précieux.
- ) La politique de cohésion offre un cadre financier à long terme fiable pour les zones rurales, mais les fonds perçus par les zones urbaines au titre de cette politique représentent plus du triple des fonds perçus par les territoires ruraux (165,5 milliards d'euros contre 45,6 milliards d'euros).
- ) Dans les zones rurales, ce sont surtout des projets d'infrastructures qui sont mis en œuvre, tandis que dans les zones urbaines, il y a davantage de projets dans les domaines de l'économie à faible émission de carbone, de la recherche et de l'innovation.
- ) Il est difficile de parvenir à une cohérence stratégique entre la politique de cohésion et la politique de développement rural de l'Union, qui constitue une source importante de financement dans de nombreux États membres.



## Caractéristiques des zones rurales

Les zones non urbaines, qui, pour la présente étude, sont considérées comme équivalentes aux zones rurales selon la typologie du degré d'urbanisation, couvrent plus de 90 % du territoire de l'Union et abritent près de 30 % de sa population. Les transformations structurelles qu'a connues l'Europe rurale au cours des trois

Le présent document est le résumé de l'étude sur la politique de cohésion de l'Union européenne dans les zones non urbaines. L'intégralité de l'étude, disponible en anglais, peut être téléchargée à l'adresse suivante: <https://bit.ly/35ohiQT>

dernières décennies ont abouti à une structure économique dominée aujourd'hui par le secteur tertiaire. Toutefois, dans plusieurs États membres, l'emploi dans le secteur primaire reste proportionnellement élevé. Les défis et les possibilités du milieu rural sont en grande partie déterminés par ses caractéristiques propres. Les défis, qui sont de trois ordres - social, structurel et géographique – et qui sont souvent liés entre eux, doivent être abordés conjointement par des approches stratégiques. Les possibilités qui s'offrent aux zones rurales reposent sur leurs atouts endogènes. Les zones rurales peuvent s'appuyer sur ces atouts pour faciliter le développement local et les utiliser comme socle d'une approche stratégique proactive. Pourtant, ces atouts sont exploités de manière inégale dans l'ensemble de l'Union.

## Financement des zones rurales au titre de la politique de cohésion

Les fonds alloués aux zones urbaines au titre de la politique de cohésion (165,5 milliards d'euros) représentent plus du triple de ce qu'ont reçu les territoires ruraux (45,6 milliards d'euros). Dans l'ensemble des États membres, la part des fonds de la politique de cohésion allouée aux zones rurales varie de moins de 5 % à plus de 30 %. Quatre pays n'ont pas explicitement alloué de fonds de la politique de cohésion aux zones rurales. Toutefois, plus de la moitié des fonds ne sont pas affectés à un type de territoire précis et peuvent être utilisés tant dans les zones urbaines que dans les zones non urbaines.

À la fin de 2019, l'octroi d'aide financière semble plus avancée dans les zones rurales que dans les zones urbaines au niveau de l'Union et dans de nombreux États membres. L'une des raisons pourrait être la différence d'orientation thématique. Toutefois, il existe de grandes différences entre les États membres, dont beaucoup ont une meilleure répartition financière dans les zones urbaines.

Lors de la mise en œuvre de la politique de cohésion, les États membres accordent la priorité à des objectifs thématiques différents dans les zones urbaines et dans les zones rurales. Les investissements ruraux sont orientés en priorité vers les infrastructures de transport, puis vers le soutien aux actions en faveur de l'environnement, et seulement ensuite vers les petites et moyennes entreprises (PME). Les autorités de gestion ont tendance à recourir plus activement à la politique de cohésion pour surmonter les handicaps ruraux liés à leur accessibilité et à leur connectivité réduites, et moins pour exploiter des atouts locaux uniques et variés. La politique de cohésion soutient la recherche et l'innovation, et donc la diversification économique, de manière assez limitée dans les zones rurales.

Mesurer l'efficacité de la politique de cohésion pose de nombreux défis méthodologiques. Les rares exemples d'études portant sur les zones rurales font ressortir que ce sont principalement les zones proches des centres urbains qui en tirent des bénéfices. C'est dans le cas des mesures concernant les infrastructures et en termes de soutien à une «bonne gouvernance» plus large que les effets de la politique de cohésion sont les plus visibles.

## Relations entre la politique de cohésion et la politique agricole commune

La politique de développement rural de l'Union, financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), suit des priorités thématiques qui sont partiellement similaires à celles de la politique de cohésion, mais avec une forte dominante agricole. Le Feader joue un rôle important dans de nombreux États membres, étant souvent le plus grand Fonds européen d'investissement et d'investissement (Fonds ESI) à orientation territoriale.

Bien que la politique de cohésion et la politique de développement rural aient des procédures de mise en œuvre similaires, elles sont mises en œuvre en parallèle. Les accords de partenariat au

niveau stratégique garantissent la cohérence et la coordination et, bien que le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) offre des possibilités de complémentarité sur le terrain, les synergies restent difficiles.

## Politique de cohésion pour les soins de santé dans les zones rurales

Dans l'ensemble de l'Union, la population rurale possède un pourcentage plus élevé de besoins en matière de soins de santé perçus comme étant non satisfaits. L'offre et la demande de services, la répartition des revenus et la proximité sont des facteurs essentiels pour déterminer l'accès général aux soins de santé. La plupart des pays dont les besoins en soins de santé sont plus élevés dans les zones rurales continuent de soutenir principalement les investissements dans les soins de santé des zones urbaines.

Dans le contexte de la crise de la COVID-19, il existe très peu de données concernant des réponses financées par la politique de cohésion qui profitent directement aux zones rurales. Pourtant, les actions de renforcement des capacités menées par les acteurs locaux se sont multipliées, principalement financées par le Feader.

## Propositions relatives à la politique de cohésion pour l'après-2020 et répercussions pour les zones rurales

Les objectifs stratégiques de la période 2021-2027 doivent permettre de faire face aux difficultés rencontrées dans les zones rurales, mais les exigences de concentration thématique pourraient conduire à désavantager ces zones. Les tendances territoriales semblent également défavoriser les zones rurales. L'accent territorial mis sur les zones urbaines devrait augmenter, alors que ce n'est pas prévu pour les zones rurales.

Toutefois, les fondements stratégiques de la proposition révisée de la Commission relative au cadre financier pluriannuel (CFP) et de l'instrument de relance soutenant le renforcement de la transition écologique et l'intégration de l'action pour le climat dans les politiques et les programmes pourraient constituer un élément positif pour les zones rurales en raison de leurs atouts environnementaux. La dimension territoriale de «Next Generation EU» est plutôt limitée et sa méthode d'allocation pourrait désavantager les zones rurales.

## Conclusions

Les zones rurales sont confrontées à des défis sociaux, structurels et géographiques, mais à des degrés divers. Pourtant, outre l'agriculture et la production alimentaire, leurs atouts environnementaux, culturels et sociaux constituent des ressources précieuses pour l'économie à faible intensité de carbone, l'innovation (sociale), les services environnementaux, ainsi que le tourisme et les loisirs.

La politique de cohésion offre un cadre financier à long terme et fiable pour les zones rurales, tout en laissant aux États membres et aux régions la flexibilité nécessaire pour adapter leurs dépenses aux spécificités de ces zones. Toutefois, il apparaît que les grands défis structurels et socio-économiques des zones rurales ne sont pas suffisamment pris en compte.

Les fonds alloués aux zones rurales au titre de la politique de cohésion ne représentent qu'environ un quart de ceux alloués aux zones urbaines, avec un éventail allant d'une absence de financement rural explicite dans certains États membres à plus de 30 % dans d'autres. Pour ce qui est des domaines de financement, les projets mis en œuvre dans les zones rurales portent souvent sur les

infrastructures, tandis que dans les zones urbaines, il y a davantage de projets dans les domaines de l'économie à faible intensité de carbone et de la recherche et de l'innovation. Il est difficile de faire cadrer la politique de cohésion avec la politique de développement rural de l'Union, qui constitue une source importante de financement dans de nombreux pays.

La politique de cohésion joue un rôle important dans le financement des infrastructures et des services de soins de santé, mais le montant alloué aux zones rurales semble très limité. Le rôle du financement de la politique de cohésion dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 dans les zones rurales n'est pas encore clair.

Si l'on examine la politique de cohésion après 2020, les futurs objectifs stratégiques permettent de relever les défis ruraux, mais les exigences de concentration thématique et les tendances territoriales pourraient conduire à désavantager les zones rurales.

## Informations complémentaires

Ce résumé peut être consulté dans les langues suivantes: allemand, anglais, espagnol, français et italien. L'étude, disponible en anglais, et les résumés peuvent être téléchargés à l'adresse suivante: <https://bit.ly/35ohiQT>

Pour en savoir plus sur les recherches du département thématique pour la commission REGI: <https://research4committees.blog/regi/>



**Clause de non-responsabilité et droits d'auteur** Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.  
© Union européenne, 2020.

© L'image figurant à la page 1 est utilisée sous licence de Adobe Stock

Administrateur de recherche: Marek KOŁODZIEJSKI   Assistante éditoriale: Jeanette BELL

Contact: [Poldep-cohesion@ep.europa.eu](mailto:Poldep-cohesion@ep.europa.eu)

Ce document est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/supporting-analyses/sa-highlights>